



Face à Macron construisons la contre-offensive pour les services publics et les agent·es publics .

L'issue du scrutin au second tour des élections a vu Emmanuel Macron élu pour un second mandat.

Les 5 ans écoulés ont été désastreux pour la fonction publique, avec notamment la loi de transformation de la fonction publique et ses conséquences terribles tant pour les agents·es publics que pour l'ensemble de la population. Contractualisation accrue alors même que plus d'un million d'agent·es publics sont contractuel·es entraînant une précarisation grandissante, démantèlement des instances de dialogue social CAP et CHSCT, démantèlement de services publics... Les grandes lignes de ce second mandat ne sont pas meilleures pour la fonction publique que les cinq années précédentes.

A l'annonce électorale de dégel du point d'indice (après un quinquennat sans aucun dégel ni mesure générale), dont le montant ni même un ordre de grandeur n'est annoncé, Emmanuel Macron a d'ores et déjà indiqué vouloir associer une remise à plat de la structure des rémunérations. Sous un nom bien pompeux c'est bien casser une nouvelle fois le statut et les garanties des agent·es qui est prévu, introduire plus de rémunération au mérite alors même que la fonction publique doit être servie loin des intérêts individuels et de carrière.

Loin d'avoir tiré les leçons de la crise sanitaire, de voir en face l'état des services publics et les raisons de la colère de la population, le nouveau président va continuer sa casse au détriment des pans les plus en difficulté de la population.

Pour Solidaires Fonction Publique ces orientations seront inadmissibles et intolérables pour des agent·es publics.

La réélection du candidat s'est faite en partie en refus de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, pas en accord avec son programme. Il sera donc indispensable que le nouveau gouvernement entende les organisations représentant les personnels.

Solidaires Fonction Publique exige notamment :

- des mesures salariales générales permettant de rattraper les années de perte de rémunération et l'inflation galopante et reconnaissant le travail des agent·es publics
- des moyens matériels et humains pour l'exercice des services publics sur l'ensemble du territoire loin des logiques d'autonomie et de contractualisation
- l'abandon des pseudos services publics tels les Etablissements France service qui ne sont que des pansements.

La population de notre pays doit avoir accès à des services publics de qualité. Il est au-delà d'urgent que tous les moments de la vie, de la petite enfance au 4ème âge, de la santé à l'éducation, de l'environnement à la fiscalité puissent bénéficier des services publics efficaces pour tous·tes notamment les plus démunis·es.

Solidaires Fonction Publique défendra sans faille toutes ces revendications.

C'est bien par les luttes collectives que nous obtiendrons d'autres orientations pour la fonction publique et les services publics ainsi que pour l'ensemble de la société.

**Ensemble, Faisons du 1er mai une journée de lutte et de mobilisation.
Lançons la contre-offensive sociale pour construire un autre avenir.**